



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD  
VILLE D'AJACCIO

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO**

Le 25 janvier 2021 à 17h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 19 janvier 2021 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

Laurent Marcangeli, Caroline Corticchiato, Simone Guerrini, Pierre Pugliesi, Nicole Ottavy, Charles Voglimacci, Christophe Mondoloni, Aurélia Massei, Jean-Pierre Sollacaro, David Frau, Muriel Piera, Marie-Françoise Gaffory Fau, Danielle Antonini, Jean-Paul Carrolaggi, Jean-André Miniconi, Jean-Michel Simon, Jean-François Casalta, Vanina Angelini-Buresi, Julia Tiberi, Etienne Bastelica

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

Stéphane Vannucci et Annie Costa-Nivaggioli à Jean Pierre Sollacaro, Rose-Marie Ottavy-Sarrola et Laetitia Maroccu à Nicole Ottavy, Jacques Billard et Marine Ponzevera à Charles Voglimacci, Jean-Pierre Aresu et Isabelle Jeanne à Christophe Mondoloni, Annie Sichi et Marine Schinto à Aurélia Massei, Dominique Carlotti et Alain Nicolai à Muriel Piera, Danielle Flamencourt et Camille Bernard à David Frau, Marie-Noëlle Nadal et Christelle Combette à Caroline Corticchiato, Jean-François Luccioni et Paul Mancini à Pierre Pugliesi, Philippe Kervella et Isabelle Falchi à Marie-Françoise Gaffory Fau, Marie-Antoinette Santoni-Brunelli et Sébastien Deliperi à Simone Guerrini, Christian Bacci et Pierre-Laurent Audisio à Laurent Marcangeli, Isabelle Feliciaggi à Jean-André Miniconi.

**Etaient absents :**

Stéphane Sbraggia, Emmanuelle Villanova, Basiliu Moretti, Alexandre Farina.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	20
Quorum :	16

Le quorum étant atteint, Aurélia Massei est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20210125-2021\_020-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/01/2021

Affichage : 29/01/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



**Séance du lundi 25 janvier 2021**

**Délibération N° 2021/020**

**Retrait de la Délibération n°2019/111 en date du 29 avril  
2019 portant principe de la passation de contrats de  
concessions immobilières en vue de régulariser l'occupation  
des établissements commerciaux implantés sur des terrains  
appartenant au Domaine Privé de la Commune sis Route des  
Sanguinaires.**

## **Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Par Délibération Municipale n°2019/111 en date du 29 avril 2019, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la passation de contrats de concessions immobilières en vue de régulariser l'occupation des établissements commerciaux implantés sur des terrains appartenant au Domaine privé de la Commune sis route des Sanguinaires à savoir : « Le Beau Rivage », « La Crique », « Le Goéland », « Le Macumba », « Le Moorea », « Le Scudo », « Les Dauphins » et « Le Week-end ».

Toutefois, cette délibération ne contenait pas mention de ce que la conclusion desdites concessions immobilières avec ces différents établissements était subordonnée à l'obtention d'un accord entre la Commune et chacun de ces établissements.

L'identification et la délimitation exacte des parcelles visées, la durée de l'occupation, étant autant d'éléments soumis à une négociation entre la Commune et chacun des établissements à l'issue de laquelle les contrats pouvaient être conclus.

A l'heure actuelle, seuls 5 des 8 établissements cités ci-dessus ont répondu aux critères de la passation. Les cinq établissements de plage concernés par ce dispositif sont : « Le Beau Rivage », « La Crique », « Le Goéland », « Le Macumba » et un cinquième contrat de concession avec Monsieur SANTONACCI exploitant l'établissement « Côté Plage ».

En effet, d'une part, l'établissement « le Week-end » dispose d'un bail commercial conclu avant la loi Pinel du 18 juin 2014 ; d'autre part, la situation des établissements « le Scudo » et « le Moorea » nécessitent des investigations domaniales complémentaires.

En conséquence, il est proposé de retirer la Délibération Municipale n°2019/111 en date du 29 avril 2019, par laquelle le Conseil Municipal a approuvé le principe de la passation de contrats de concessions immobilières en vue de régulariser l'occupation des établissements commerciaux implantés sur des terrains appartenant au Domaine privé de la Commune sis route des Sanguinaires à savoir : « Le Beau Rivage », « La Crique », « Le Goéland », « Le Macumba », « Le Moorea », « Le Scudo », « Les Dauphins » et « Le Week-end ».

Pour ce motif,

### **IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

**De retirer** la Délibération Municipale n°2019/111 en date du 29 avril 2019, par laquelle le Conseil Municipal a approuvé le principe de la passation de contrats de concessions immobilières en vue de régulariser l'occupation des établissements commerciaux implantés sur des terrains appartenant au Domaine privé de la Commune sis route des Sanguinaires à savoir : « Le Beau Rivage », « La Crique », « Le Goéland », « Le Macumba », « Le Moorea », « Le Scudo », « Les Dauphins » et « Le Week-end ».

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï l'exposé de Madame Nicole OTTAVY, adjointe déléguée**

**Et après en avoir délibéré**

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,

Vu, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L. 2211-1, L. 4424-26-1 et suivants,

Vu, la Délibération Municipale n°2019/111 en date du 29 avril 2019 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 25 janvier 2021,

**Considérant** que la délibération ne contenait pas mention de ce que la conclusion desdites concessions immobilières avec les différents établissements était subordonnée à l'obtention d'un accord entre la Commune et chacun de ces établissements,

**Considérant** que les éléments essentiels de ces contrats sont convenus entre les parties et constituent autant de conditions suspensives à la conclusion desdits contrats,

**Considérant** qu'à l'heure actuelle une partie des établissements cités dans la Délibération Municipale n°2019/111 du 29 avril 2019 n'est d'ailleurs pas concerné par la passation de contrats de concessions immobilières.

### RETIRE

la Délibération Municipale n°2019/111 en date du 29 avril 2019, par laquelle le Conseil Municipal a approuvé le principe de la passation de contrats de concessions immobilières en vue de régulariser l'occupation des établissements commerciaux implantés sur des terrains appartenant au Domaine privé de la Commune sis route des Sanguinaires à savoir : « Le Beau Rivage », « La Crique », « Le Goéland », « Le Macumba », « Le Moorea », « Le Scudo », « Les Dauphins » et « Le Week-end ».

### VOTE

**A l'unanimité de ses membres présents et représentés.**

*Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité.*

*Le tribunal administratif de Bastia peut être saisi via l'application "Télérecours citoyens", accessible depuis l'adresse ci-après : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

---

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**

**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE MAIRE**

Laurent MARCANGELI

